

**Session du 19 décembre 2013**

**Budget Primitif 2014**

**Intervention d'Elisa Martin,**

**Groupe Front de Gauche : Communistes, Parti de  
Gauche, Gauche Unitaire & Partenaires**

L'instruction budgétaire est le moment clé d'une collectivité.

C'est le moment où se fixent le recueil des recettes et leur structure, où se dessinent les dépenses et le projet qu'elles permettent de construire.

L'économie générale

Les recettes : encore une fois cette année, nous ne pouvons que constater que les dotations décidées dans la loi de finances, sont en baisse. Encore une fois les collectivités auront moins alors qu'elles doivent faire toujours plus sous le double effet conjugué de la décentralisation qui leur octroie de nouvelles compétences et des crises qui exigent plus d'interventions publiques. Etant entendu que moins d'interventions publiques, accentue encore le ralentissement des activités, ralentissement qui lui-même alimente la crise.

Or la Région Rhône Alpes comme les autres, n'ayant quasiment plus d'autonomie fiscale (elles peuvent agir sur 9% de leurs recettes de fonctionnement), est dans une situation d'extrême dépendance à l'égard du gouvernement, violant par là même le principe républicain d'autonomie des collectivités.

Par conséquent il a été décidé d'activer le seul et modeste (en volume) levier dont nous disposons. J'évoque ici la TICPE. Nous nous y sommes opposés. Nous maintenons qu'il n'est pas opportun de pallier les carences de l'Etat de cette façon. C'est injuste puisque cela frappe tous les citoyens circulant en voiture quelque soit leur niveau de revenu. C'est inefficace écologiquement car cela ne permettra pas de réduire la place de la voiture. La « responsabilisation par l'argent » inefficace en général, devient en ce cas, absurde quand certains de nos concitoyens n'ont strictement aucun choix en matière de déplacement pour aller travailler notamment. De surcroît ces recettes nouvelles ne permettront pas de développer des infrastructures de transports collectifs supplémentaires puisque elles abondent, en vérité le budget général. Or cela n'est pas ce que dit l'esprit de la loi.

Cette affaire de TICPE est d'autant plus remarquable quand on se souvient des propos de Jean François Debat à propos de cette question.

JFD au BP2013 en réponse à l'amendement carte grise qui en doublait les recettes :

"je veux dire à Elisa Martin que personne n'avait envisagé que nous puissions procéder à une évolution de cette nature" => voilà qui est fait maintenant

"il faut que cela [reform de la fiscalité locale]apparaisse dans le projet de loi de finance pour 2014 - que les régions aient la possibilité d'avoir un levier fiscal adapté à leurs compétences et leurs territoires." Nous sommes toujours en attente.

"chacun convient que les Régions ne peuvent pas être à la fois sur des compétences en développement, sur l'environnement, sur les transports, sur la formation professionnelle, sur l'apprentissage, et avoir des recettes gelées"

"nous posons donc la question d'un levier fiscal qui soit ajusté, adapté, qui ne pèse pas exclusivement sur les salaires"

Question sans réponse à cette heure.

Bien que le gouvernement annonce une remise à plat de la fiscalité, occasion nous est de rappeler que l'objectif de la fiscalité est la répartition des richesses et que cela passe par la dotation aux collectivités.

Je le dis non sans une certaine inquiétude car nationalement, c'est la même logique. On accorde 100 millions de crédits recherche aux entreprises sans conditions et qu'on augmente la TVA pour tous, ce qui de fait plombera encore un peu plus la consommation populaire. C'est au fond la même logique, on fait payer à tous sans distinction des sommes peut-être modestes mais qui pour nombre d'être nous pèsent. Le FG mène campagne contre cette mesure.

Mais aussi car l'on sait que les futurs champions que seront les métropoles décidées par décret pour un certain nombre d'entre elles, si la loi reste en l'état ce qui est un déni de démocratie inacceptable,

capteront à elles seules l'essentiel des dotations. Ainsi les Régions archaïques et dépecées de leurs compétences qui auront l'idée ringarde de se préoccuper de ceux que les libéraux négligent à savoir les quartiers populaires, les zones périurbaines et rurales, elles n'en auront tout simplement pas les moyens.

Voilà pour le volet recettes que le groupe FG ne votera pas.

### Les dépenses

Globalement elles sont en baisse de 0,8 %. Les grands équilibres apparaissent toutefois comme préservées. Nous en prenons acte. D'ores et déjà nous avons pu dans les discussions avancer positivement en particulier concernant l'accord indemnitaire pour nos agents, le cœur de la dotation aux lycées, le maintien du service TER.

Mais pour autant on ne peut pas dire que nos politiques sont sensiblement améliorées. Si l'on zoome sur les politiques consacrées aux lycées et aux lycéens, les indicateurs sont au vert. Mais si l'on rentre dans la précision, des questions restent à l'ordre du jour autour de la viabilisation, sur les dotations d'équipements des EPLE, sur la gestion déléguée de l'ENT, de la maintenance informatique. Celle de la protection de l'environnement de la préservation de la biodiversité aussi.

### L'exécution

D'abord force est de constater que nous allons engager des dépenses que nous n'avons pas choisies. Elles peuvent être d'intérêt général comme la revalorisation pour les catégories C et tant mieux mais il n'empêche qu'elles ne procèdent pas de nos choix. (Plan 100 000, compensation du fait du retrait du gouvernement concernant la prime aux employeurs d'apprentis, rémunération des bénéficiaires de la formation professionnelle non indemnisés).

L'effet de transferts ou de décisions gouvernementales est particulièrement sensible dans notre budget, mais le temps n'est pas, n'est plus à la tenue de comptes exhaustifs et précis pour l'évaluer. C'est regrettable. J'évoquais l'autonomie des collectivités, elle s'en trouve d'autant plus entamée. Sur un plan démocratique et républicain ça interroge.

A cela s'ajoute une situation sociale catastrophique avec son cortège de chômeurs et qui de fait appelle aux compétences de la région, nos marges de manœuvres se réduisent encore.

C'est ces constants qui nous amènent à déposer des amendements dont je veux dire quelques mots.

A commencer par ceux qui si ils sont adoptés permettront d'élargir les bénéficiaires de certains de nos dispositifs comme les travailleurs en CDD dont les saisonniers.

Nous voulons croire que l'on peut même modestement construire du droit, aux loisirs, aux vacances, au logement dans un autre registre.

Nous aurons le débat dans l'année sur les infléchissements à apporter à cette politique, nous sommes attachés à l'intervention de la région en matière d'aide à la pierre de logements publics, que nous opposons pas à la réhabilitation énergétique, absolument nécessaire socialement et écologiquement, mais toujours est-il qu'il nous paraît nécessaire de consacrer davantage de crédits à ces politiques.

Au cœur de nos compétences l'éducation et la formation, en garantir l'accès est un enjeu majeur nous nous y essayons mais il nous faudra en cours d'année nous repencher avec toute la bienveillance nécessaire sur la situation des jeunes sans papiers conformément à la délibération prise à notre initiative.

Des questions subsistent aussi quant à la manière dont nous dépensons, disons à la philosophie qui les sous tend.

En effet ce budget ne parvient pas à se départir du socialisme de l'offre. Illusion selon laquelle agir sur la production, c'est agir sur la croissance, quelle qu'elle soit, sera vertueuse car ses fruits seront mécaniquement partagés. Pourtant le réel indique tout le contraire. C'est cette illusion qui amène le déclenchement de subventions sans contrepartie au profit de l'économie privée. C'est cette même illusion qui nous amène à faire du développement à l'international une fin en soi ou encore à apporter des aides directement ou indirectement aux organisations patronales. Que dire aussi de ces situations où des territoires captent beaucoup de subventions de la Région sans être ceux qui devraient prioritairement en bénéficier.

C'est le sens de nos amendements qui visent à augmenter des dépenses, augmentation financée par la baisse d'autres lignes qui nous paraîtraient devoir être revues.

Nous allons donc instruire ensemble la centaine d'amendements qui nous sont soumis et nous nous exprimerons le moment venu sur notre vote final.

Elisa Martin, co présidente du groupe du Front de Gauche